

Source : <http://trends.levif.be/economie/politique-economique/petrole-la-nouvelle-zelande-n-autorisera-plus-de-nouvelles-explorations-offshore/article-normal-825787.html>

Téléchargement 14 04 2018

Pétrole: la Nouvelle-Zélande n'autorisera plus de nouvelles explorations offshore

[Trends Tendances](#)

12/04/18 à 10:21 - Mise à jour à 10:21

Source: Afp

La Nouvelle-Zélande va renoncer à toute nouvelle exploration pétrolière ou gazière offshore afin de lutter contre le réchauffement climatique, a annoncé le gouvernement, que l'opposition a d'emblée accusé de "vandalisme économique".



© Getty Images/iStockphoto

"Nous prenons une mesure importante pour nous attaquer au changement climatique et créer un avenir propre, vert et durable pour la Nouvelle-Zélande", a annoncé la Première ministre Jacinda Ardern (centre gauche).

L'industrie pétrolière et gazière néo-zélandaise génère chaque année 2,5 milliards de dollars néo-zélandais (1,4 milliard d'euros), dont 1,5 milliard pour les seules exportations. Elle emploie 11.000 personnes.

A l'instar de la Nouvelle-Zélande, la France a également amorcé une sortie des énergies fossiles, son Parlement ayant adopté en décembre un projet de loi sur la fin de la recherche et l'exploitation des hydrocarbures en France d'ici 2040.

Mme Ardern a cependant précisé que cette décision ne portait pas sur les permis d'exploration et de forage déjà accordés, ce qui fait qu'aucun emploi actuel ne serait affecté.

Elle a également annoncé une limitation des nouveaux permis inshore qui seraient octroyés dans la région de Taranaki, sur l'île du Nord, où se concentre le secteur pétrolier et gazier néo-zélandais.

"Nous visons un juste équilibre pour la Nouvelle-Zélande. Nous protégeons un secteur existant et nous protégeons du réchauffement climatique les générations futures", a-t-elle dit.

Les questions environnementales avaient été l'an passé au coeur de la campagne de Mme Ardern, qui a formé une coalition avec les Verts.

"Un tournant dans la transition vers une économie fondée sur les énergies propres"

Elle a indiqué avoir été témoin des impacts du réchauffement climatique en visitant le mois dernier les Samoa et les Tonga, qui ont récemment été frappés par un violent cyclone.

Elle a estimé que la Nouvelle-Zélande se devait d'être à la pointe du combat contre le réchauffement climatique.

"Nous avons été leaders mondiaux sur des sujets importants, en nous tenant à l'écart du nucléaire, en étant les premiers à soutenir le droit de vote pour les femmes", a-t-elle rappelé.

"Maintenant, nous pourrions être un leader mondial en neutralisant les émissions de carbone. Nous le devons aux générations futures."

Le gouvernement néo-zélandais a indiqué qu'il y avait actuellement 31 permis d'exploration gazière et pétrolière, dont 22 offshore.

Des associations environnementales ont salué cette décision, Greenpeace affirmant notamment: "La tendance s'est irrémédiablement retournée contre les Supermajors en Nouvelle-Zélande."

"C'est un grand pas en avant pour la Nouvelle-Zélande et un tournant dans la transition vers une économie fondée sur les énergies propres", a déclaré de son côté la directrice de WWF en Nouvelle-Zélande, Livia Esterhazy.

'Décision sans fondement'

Mais l'opposition conservatrice du Parti national a accusé Mme Ardern de "vandalisme économique" qui pourrait mettre en péril des milliers d'emplois.

Le député Jonathan Young a indiqué que le gaz contribuait à l'indépendance énergétique du pays et observé que la décision du gouvernement signifiait que la Nouvelle-Zélande devrait d'ici 10 ans

importer des ressources beaucoup plus polluantes comme le charbon quand les réserves gazières seraient épuisées.

"C'est une décision sans fondement qui n'a rien à voir avec le changement climatique", a accusé le responsable des questions énergétiques au sein de l'opposition. "Cela ne fera que déplacer ailleurs le lieu de production, ça ne réduira pas les émissions."

L'organisation professionnelle Petroleum Exploration and Production NZ (PEPANZ) a dénoncé une absence de consultation.

"Nous rejoignons maintenant le Belize, le Costa Rica et la France dans le club très fermé des pays interdisant l'exploration", a ironisé son directeur général Cameron Madgwick sur TV3. "Je ne crois pas que ce soit la direction que le monde ait choisie."

Mais Mme Ardern a indiqué que cette décision laissait beaucoup de temps au secteur pour se retourner.

"Les transitions doivent débiter à un moment et si nous ne prenons pas aujourd'hui des décisions qui se ressentiront dans 30 ans, le choc sera rude", a-t-elle dit.